

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
24016 PERIGUEUX
ud-24.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Périgueux, le 10/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUX DE SAINT ASTIER SAS

La Jarthe
24110 Saint-Astier

Références : 30/2025
Code AIOT : 0005203203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement CHAUX DE SAINT ASTIER SAS implanté La Jarthe Jevah Ouest Le Roudier Est Carrière souterraine 24110 Saint-Astier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUX DE SAINT ASTIER SAS
- La Jarthe Jevah Ouest Le Roudier Est Carrière souterraine 24110 Saint-Astier
- Code AIOT : 0005203203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral n°2021-01-03 du 26 janvier 2021 a autorisé la poursuite de l'exploitation de la carrière souterraine.

Le matériau extrait (calcaire) par abattage à l'explosif est préalablement concassé en souterrain puis

remonté en surface via des skips pour l'alimentation des fours à chaux situés à l'aplomb de la carrière. Seule la fraction granulométrique supérieure à 20 mm sert, à ce jour, à l'alimentation des fours. La fraction inférieure est stockée dans les galeries souterraines.

L'exploitation s'effectue par la méthode des chambres et piliers abandonnés.

Les installations de surface (fours à chaux) sont réglementées par arrêté préfectoral du 17 décembre 2008. Aux termes d'une procédure d'autorisation environnementale, l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2024 autorise la société à exploiter un process modernisé de fabrication de chaux, incluant notamment la création et l'exploitation d'un nouveau four à chaux qui sera situé au droit de l'emprise de la carrière souterraine. Un délaissé de gisement dans l'emprise du site est maintenu sans exploitation souterraine pour permettre l'implantation du four. Un nouveau puits sera également créé pour l'acheminement des matériaux au nouveau four.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.5.3	Demande d'action corrective	6 mois
4	Actualisation des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.5.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.2.2	Sans objet
2	Production autorisée	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.2.3.1	Sans objet
5	Références administratives	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.2.1	Sans objet
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
7	Méthodes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.2.3	Sans objet
8	Plan de tir	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.1	Sans objet
9	Plan d'ensemble des travaux souterrains	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.5.1	Sans objet
10	Mise à jour	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.5.4	Sans objet
11	Enquête annuelle carrière	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.4.1	Sans objet
12	Exercice incendie – évacuation	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 3.2.2	Sans objet
13	Stockage de stériles	Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 7.1.6.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne relève pas d'écart significatif sur les points de contrôle.

L'exploitant est invité à présenter les modifications envisagées dans le phasage de l'extraction résultant notamment du projet de surface.

Enfin, avec le concours du SDIS, le plan type ETARE reste à parachever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Situation de l'établissement
Prescription contrôlée : le périmètre autorisé pour l'exploitation de la carrière est limité aux parcelles suivantes (en partie ou en totalité) des communes de Saint-Astier et Montrem.
Constats : Extraction réalisée, au vu du plan établi le 7 novembre 2024 par le géomètre Descamp, dans le périmètre défini par l'arrêté n°2021-01-03 du 26 janvier 2021. Sur la période novembre 2023 - novembre 2024, l'exploitation s'est développée sur le secteur Jevah Nord : <ul style="list-style-type: none">• par traçage (sur 6 m) selon les galeries B à E ;• par levage (sur 6 m supplémentaire) selon les galeries C à E et I à L ;• sont entièrement dégagés sur leur hauteur définitive les piliers : DE3, CD6, CD8, JK15, IJ16, KL16
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Production autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Production autorisée
Prescription contrôlée : La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 200 000 tonnes par an (pour une moyenne de 160 000 tonnes/an) correspondant à un volume de vide de 88 000 m ³ /an.
Constats : La production maximale autorisée n'est pas atteinte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet au Préfet, avant le début de l'exploitation de la zone d'extension, un document attestant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière.
Constats : Le document attestant de la constitution des garanties financières a été transmis suite à l'autorisation accordée. Depuis, une variation de plus de 15% du TP01 est observée. Il convient

d'actualiser son montant (voir art 1.5.5)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Actualisation des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 1.5.5
Thème(s) : Autre, Actualisation des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01. sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cents de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : L'arrêté préfectoral a fixé le montant des garanties financières sur la base de l'indice TP01 base 2010 (108,9). On note une progression de plus de 15% avec le dernier indice publié (novembre 2024).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit actualiser le montant des garanties financières selon la formule précisée à l'article 1.5.5 en tenant compte du dernier indice TP01 publié. L'exploitant transmet sous 6 mois un nouvel acte de cautionnement actualisé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Références administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Références administratives
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de maintenir à ses frais, sur la voie d'accès à la carrière, un panneau indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"> - son identité, - la référence de la présente autorisation d'exploiter, - l'objet des travaux, - l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, - la mention « interdiction d'entrer à toute personne non autorisée ».
Constats : Un panneau à l'entrée du site rappelle ces éléments.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Achèvement des travaux du niveau 0 sur le secteur de La Jarthe Sud, avec création de deux nouvelles liaisons (Hn et Hs) avec la partie ouest du quartier de La Jarthe Nord, et poursuite des travaux du niveau 0 sur le quartier de Jevah Nord
Constats : Les liaisons (Hn et Hs) avec la partie ouest du quartier de La Jarthe Sud (et non Nord, erreur dans l'arrêté) ont été réalisées. Les travaux menés sur l'année 2024 ont concerné le niveau 0 du secteur Jevah Nord (cf ci avant). La 1ère phase quinquennale prévoit l'amorce de l'exploitation du niveau N-1 sur le secteur Jevah Nord, une descenderie devant être réalisée sur ce secteur. Compte tenu de l'emprise du projet de construction d'une nouvelle unité de calcination en surface autorisée par arrêté préfectoral, un stot de protection doit désormais être conservé sans travaux souterrains. L'emprise de ce stot et le maintien des conditions d'aérage initialement prévues pour le futur niveau N-1 décalent ainsi la descenderie et ont nécessité l'aménagement de la galerie I en contournement. Elle a été réalisée en bordure d'une bande de parcelles enclavées dont l'exploitant détient à présent la maîtrise foncière. Un dossier de demande de modification portant sur un nouveau phasage d'exploitation des différents niveaux est en cours de finalisation et devrait pouvoir être présenté courant février. Ce dernier inclura une extension à la bande de terrain enclavée (d'une largeur de 50 mètres environ) permettant d'uniformiser le périmètre d'autorisation ainsi qu'un nouveau séquençage d'exploitation des niveaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous un mois le porter à connaissance des modifications envisagées incluant le cerfa cas par cas. Le dossier présentera les dangers et inconvénients inhérents aux modifications envisagées ainsi que les justificatifs de maîtrise foncière et l'étude géotechnique justifiant du nouveau séquençage d'exploitation des niveaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Méthodes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Méthodes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction du calcaire est menée à sec suivant la méthode des chambres et piliers abandonnées par abattage à l'explosif sur 3 étages superposés (niveau 0, niveau N-1, niveau N+1). Seuls 2 niveaux peuvent se superposer selon les conditions fixées ci après. Une planche (délaissé de matériaux) d'une épaisseur minimale de 6 mètres est maintenue entre chaque niveau. Exploitation du niveau N 0 : L'exploitation du niveau 0 (Jevah Nord) est réalisée suivant les conditions suivantes : Hauteur finale galerie : 12 m Dimension des piliers (section) : 11x11 m Largeur des galeries : 11 m
Constats : Seul le niveau N0 est exploité à ce jour. Selon le plan du 7/11/2024, les galeries dégagées en 2024 sur le secteur Jevah Nord présentent une

largeur de 11 mètres et une hauteur de 6 à 12 mètres selon levage ou traçage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de tir

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de tir
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'abattage des matériaux est réalisé par tir de mines.</p> <p>Un plan de tir est défini par l'exploitant avant chaque tir. Les explosifs sont mis en œuvre par une (des) personne(s) compétente(s) et habilitée(s). Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.</p> <p>L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement.</p> <p>Pour chaque tir, les informations suivantes sont enregistrées et conservées sur un registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la charge totale, la charge unitaire, ainsi que les autres caractéristiques essentielles du tir (position, orientation, diamètre des trous de mine, conditions d'amorçage, composition des charges d'explosif ...), - la date et l'heure du tir, - la localisation du tir en référence à un plan maillé de l'exploitation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter les plans de tir type utilisés pour l'abattage à l'avancement et pour la reprise ainsi qu'un plan de tir particulier pour une reprise de forme de pilier.</p> <p>Pour chaque tir les éléments susvisés du plan de tir sont conservés.</p> <p>Des mesures de vibration sont réalisées pour les tirs situés à moins de 100 m des habitations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'ensemble des travaux souterrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'ensemble des travaux souterrains
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par niveau d'exploitation des plans d'ensemble des travaux souterrains, orientés et repérés par rapport à la surface.</p> <p>Ces plans superposables indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les cotes de niveau des points principaux et les parties abandonnées des travaux, - l'implantation des piliers, - les accès et voies de circulation, - les zones en cours d'exploitation et le front d'abattage à la date de mise à jour du plan, - les zones déjà exploitées, - les zones remblayées, - les schémas de collecte et de circulation des eaux, les bassins et réservoirs de stockage, - l'emplacement des diverses installations.
<p>Constats :</p> <p>Les items demandés sont reportés selon les calques des plans consultés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour

Prescription contrôlée : Le plan d'ensemble des travaux souterrains est mis à jour au moins une fois tous les six mois par une personne compétente et désignée par l'exploitant.
Constats : Les relevés par géomètre sont effectués selon un rythme semestriel. La progression du (des) chantier(s) en cours est identifiable notamment avec les calques du format électronique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Enquête annuelle carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Enquête annuelle carrière
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : La déclaration GERE 2024 a été initiée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à compléter et transmettre sa déclaration via la plateforme dédiée avant le 31/03/25.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exercice incendie – évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie – évacuation
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise au moins une fois par an un exercice d'évacuation de la carrière souterraine. Les services d'incendie et de secours sont invités à participer à ces exercices. Le compte rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un exercice incendie incluant l'utilisation d'une machine à fumées et l'évacuation de personnel a été réalisé en décembre 2023 avec le SDIS24. Le plan de type ETARE est en cours de finalisation. L'exploitant précise qu'un nouveau système radio est déployé en carrière afin d'améliorer la communication au sein de la carrière (évacuation, alerte, géolocalisation, ...). Il devrait être opérationnel prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirme la mise en service du nouveau système radio et ses fonctionnalités. Il transmet dès validation le plan type ETARE élaboré avec les services incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Stockage de stériles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2021, article 7.1.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage de stériles
Prescription contrôlée : Le remblayage d'une partie des galeries est réalisé uniquement avec les déchets d'extraction de la carrière (stériles de production), sans apport de matériaux inertes extérieurs ou déchets de

production des usines de surface. Les stériles sont utilisés préférentiellement dans les secteurs où l'extraction peut s'arrêter à 10 m des limites d'autorisation tels que visé à l'Article 2.3.3. Les plans d'exploitation visés à l'Article 2.3.5.1. doivent permettre de localiser les zones de stockage des stériles.

Constats :

Les stériles générés par l'abattage et le traitement du calcaire (fraction granulométrique de gisement ne pouvant être calcinée dans les installations de surface) sont stockés en carrière. Le plan consulté permet de constater que le remblayage s'effectue sur le secteur Roudier Est, tel que prévu par l'article 2.3.3.

Type de suites proposées : Sans suite